

**TERMES DE RÉFÉRENCE**
**RECRUTEMENT D'UN (01) CONSULTANT INDIVIDUEL NATIONAL POUR LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DE GESTION ET DE COORDINATION DE L'EDUCATION EN SITUATION D'URGENCE.**

<p><b>1. Titre de la consultation :</b> Recrutement d'un consultant individuel national pour appuyer la mise en œuvre de l'axe 3 du Programme Pluriannuel de Résilience (PPR) du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales (MENAPLN) : Soutenir la mise en place d'un dispositif institutionnel de gestion et de coordination de l'Éducation en Situation d'Urgence qui s'appuie sur des systèmes nationaux, des analyses normées et des données harmonisées.</p>	
<p><b>2. Programme PPR /Programme Éducation UNICEF /Effet 4 :</b> « D'ici fin 2023, les filles et les garçons de 3-16 ans accèdent et achèvent une éducation de base inclusive, équitable et de qualité, avec un accent particulier pour les enfants en situation de Handicap (ESH), les filles et les enfants en dehors de l'école (OOSC), y compris ceux en situation d'urgence ».</p>	
<p><b>3. Financement : WBS/Fund/Grant :</b> 4590/A0/05/884/008/007 SC210186 et le Fonds PPR</p>	
<p><b>4. Préparé par :</b> Dabla TOURE Spécialiste Education en Situation d'Urgence</p>	<p><b>5. Lieu d'exécution :</b> Ouagadougou avec des déplacements sur le terrain dans les régions à défis sécuritaires du pays pour environ 10 % du temps.</p>
<p><b>6. Contexte et Justification</b></p> <p>Depuis 2015, les écoles et les communautés du Burkina Faso font face à une crise sécuritaire grave. Les attaques contre le système éducatif et les populations se sont non seulement accrues, mais elles s'étendent désormais à 11 régions<sup>1</sup> (le Sahel, l'Est, le Nord, le Centre-Nord, la Boucle du Mouhoun, le Centre-Est, le Sud-Ouest, les Cascades, les Hauts Bassins, le Centre-Sud et le Centre-Ouest) sur les 13 que compte le pays.</p> <p>Au 31 Janvier 2023, ce sont 6 383<sup>2</sup> écoles du pays qui sont fermées. Ces fermetures affectent 32 174 enseignants (10 280 femmes et 21 894 hommes) et privent 1 086 321 enfants (dont 527 062 filles et 559 259 garçons) de leurs droits à l'éducation.</p> <p>Dans ses efforts de réponse, le Gouvernement du Burkina Faso a créé le Secrétariat Technique de l'Éducation en Situation d'Urgence (ST-ESU) en avril 2019. Sous la tutelle du Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MENAPLN), le ST-ESU est chargé d'assurer le développement des activités d'éducation d'urgence et le pilotage de la Stratégie Nationale d'Éducation en Situation d'Urgence (SN-ESU), mise en place en février 2019.</p> <p>Cependant, face à l'aggravation de la situation d'insécurité avec l'augmentation du nombre et du niveau de sévérité des incidents sécuritaires liée aux attaques et menaces des groupes armés non étatiques, le besoin de renforcer la résilience des écoles et des communautés s'est considérablement accru.</p> <p>Ainsi, avec un financement du fonds d'amorçage de l'Éducation Cannot Wait (ECW), le Programme pluriannuel de Résilience (PPR) 2020/2023 a été mis en place pour soutenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>L'ACCES</b> – Les filles, les garçons, les adolescentes et adolescents vulnérables de 3 à 17 ans bénéficient d'un format d'éducation adapté au contexte, dans des conditions d'accueil, sécuritaire et sanitaires normés</li> <li>- <b>LA QUALITE</b> – Les filles, les garçons, les adolescentes et adolescents vulnérables de 3 à 17 ans reçoivent un enseignement de qualité, sensible aux risques, aux catastrophes et aux apprentissages socio-émotionnels</li> <li>- <b>LA GOUVERNANCE</b> – La gestion et la coordination de l'Éducation en situation d'Urgence s'appuient sur des systèmes nationaux, des analyses normées et des données harmonisés</li> <li>- <b>LA MOBILISATION DES RESSOURCES</b> – des ressources suffisantes sont mobilisées pour mettre en œuvre les stratégies décrites dans le programme pluriannuel</li> </ul> <p>Le Bureau Pays de l'UNICEF au Burkina Faso a été retenu comme agent partenaire pour la gestion dudit fonds de l'ECW. Dans ce cadre, l'UNICEF recherche une expertise pour soutenir le ST-ESU dans le processus d'institutionnalisation de l'éducation en situation d'urgence au Burkina Faso. La mise en place d'un Système de Sécurité Scolaire national, le développement de mécanismes et d'outils</p>	

<sup>1</sup> [Rapport statistique mensuel ESU\\_Janvier 2023.pdf](#)

<sup>2</sup> [Rapport statistique mensuel ESU\\_Janvier 2023.pdf](#)

de gestion normalisés propres à l'Education en Situation d'Urgence au Burkina Faso, la mise en place d'un système institutionnalisé de mobilisation fonds font l'objet de la présente consultation.

## 7. But et objectif

### 7.1. Objectif général

Les présents TDRs visent à sélectionner un consultant individuel national ayant les capacités techniques et l'expérience requises pour soutenir le ST-ESU dans la mise en place d'un dispositif institutionnel opérationnel de pilotage, de coordination et de suivi-évaluation de la Stratégie Nationale de l'Education en Situation d'Urgence (SN-ESU) afin de faciliter l'opérationnalisation du triple nexus Humanitaire-Développement-Paix et de formaliser les mécanismes d'atténuation et de relèvement de crises affectant le système éducatif burkinabé.

### 7.2. Objectifs spécifiques

#### 1. Développer un Système de Sécurité Scolaire holistique qui inclut :

- Un système de veille et des Plans de Préparation et de Réponses aux Risques et Catastrophes (PPRRC) dans les écoles et autres lieux d'apprentissage et de formation.
- Une cartographie des vulnérabilités et des zones à risques ;
- Un cadre de réflexion sur la prévention et la gestion des risques et catastrophes dans les écoles et autres lieux d'apprentissage et de formation ;
- Un système de suivi-évaluation du processus enseignement-apprentissage afin de procéder à la remédiation systématique des lacunes identifiées tout au long de la continuité éducative et résorber les disparités qui pourraient être créée en fonction de la durée de cette période.

#### 2. Renforcer les capacités du Secrétariat Technique de l'Education en Situation d'Urgence à l'effet de :

- Instaurer des mécanismes et des outils de planification, de collecte de données, et d'analyse des résultats.
- Mettre en place un système de suivi-évaluation du processus enseignement-apprentissage afin de procéder à la remédiation systématique des lacunes identifiées tout au long de la continuité éducative et résorber les disparités qui pourraient être créées en fonction de la durée de cette période.
- Etablir un plan de communication de la SN-ESU (externe et interne) permettant de diffuser les messages clés de l'ESU à tous les acteurs du système est disponible.
- Organiser la revue annuelle sectorielle de la SN-ESU et produire un rapport technique et financier de la mise en œuvre de la SN-ESU ;

#### 3. Développer des mécanismes et des outils flexibles, validés et intégrés dans le système de pilotage national existant en matière de :

- Pilotage de la Stratégie nationale en Education en Situation d'Urgence,
- Recrutement simplifié et de gestion appropriée des ressources humaines (les enseignants volontaires supplémentaires, y compris parmi les PDIs ou populations hôtes et des animateurs communautaires).
- Gestion pédagogique dans un contexte de crise et communication
- Mécanisme de veille et d'analyse des remous et des revendications enseignantes pour permettre la prise de mesures adaptées aux besoins des enseignants (ESU/hors ESU).
- Mobilisation de ressources est développé au sein du ST-ESU
- Conception de contenus pédagogiques et d'apprentissage d'Education en Situation d'Urgence pour la formation à distance (Education à distance) pour permettre à la Radio-Télévision Educative de disposer et de diffuser selon les besoins des supports pédagogiques de qualité pour les besoins de la continuité éducative.

## 8. Méthodologie et approche technique

Le (la) consultant(e) proposera la méthodologie à appliquer qui sera par la suite, discutée et validée par le projet l'UNICEF et le ST-ESU.

Cependant, les quatre (4) étapes principales ci-dessous doivent être prises en compte :

1. La collecte documentaire, les interviews et des meetings avec les personnes, les OSC nationales et internationales et autres ressources en matière de Sécurité Scolaire, S&E et de rapportage. etc.
2. L'analyse de la situation actuelle, la revue des pratiques actuelles de S&E, de la Sécurité Scolaire et du rapportage en matière d'ESU au sein du MENAPLN ou de toutes autres sources appropriées, la collecte et la gestion des données et informations, les visites de terrain des directions et services du MENAPLN tant au niveau central qu'au niveau régional et provincial.

3. La rédaction des différents protocoles, développement des mécanismes et outils de pilotage, de planification, de S&E, de PPRRC, plan de communication etc... ; partage d'information et formations des acteurs...etc. ; revue et validation des mécanismes et outils développés.
4. La rédaction, la validation et la diffusion d'un rapport final en tenant compte des recommandations proposées.

Durant le processus, le/la consultant/te sera chargé/e d'assurer le lien entre les différents intervenants clés. Il/elle préparera et animera les réunions techniques de validation des données, des analyses et des orientations stratégiques. Il/Elle veillera à présenter les versions provisoires de ses rapports au ST-ESU, incluant les éventuels goulots d'étranglement et les solutions ainsi que le chronogramme détaillé de la mise en œuvre des recommandations

#### 9. Activités, tâches, extraits et livrables

N°	Activités/tâches	Résultats attendus /Livvable	Paiement en %	Délais
1	Préparer et partager un plan de travail pour conduire la consultation dans le sens des objectifs spécifiques de la consultation.	Le Plan de travail et chronogramme sont disponible	15%	1 <sup>er</sup> Juin au 31 Août 2023 (T1)
2	Collecter la documentation, conduire des interviews et des meetings avec les personnes, les OSC nationales et internationales et autres ressources en matière de Sécurité Scolaire, S&E et de rapportage. etc.	Les documents et informations relatives à l'état de l'ESU au Burkina Faso sont disponibles.	15%	
3	Faire une analyse globale de la situation actuelle de l'ESU, Faire une revue des pratiques actuelles de S&E,	Les données relatives aux pratiques actuelles en lien avec le S&E, la Sécurité Scolaire et le rapportage en matière d'ESU au sein du MENAPLN sont collectées et l'analyse des goulots d'étranglement est faite	30%	
4	Décrire l'Etat de la Sécurité Scolaire et du rapportage en matière d'ESU,			1 <sup>er</sup> Septembre au 30 Novembre 2023 (T2)
5	Elaborer des outils et entreprendre la collecte et la gestion des données et informations,	Les outils sont disponibles et fonctionnels		
6	Planifier et réaliser les visites de terrain des directions et services du MENAPLN tant au niveau central qu'au niveau régional et provincial.	Les rapports de visites sont disponibles suivant les visites effectuées conformément au plan		
7	Elaborer les différents protocoles et les soumettre à validation	Les protocoles sont disponibles après validation	25%	
8	Développer les mécanismes et outils de pilotage, de planification, de S&E, de PPRRC, plan de communication etc...	Les outils et les plans sont disponibles et fonctionnels		
9	Formations des acteurs, partage d'informations et d'expériences.	Les rapports de formations sont disponibles		
10	Présenter le pré rapport final au Comité Directeur du PPR.	Le pré rapport final est présenté et validé par le Comité Directeur du PPR est disponibles.	15%	1 <sup>er</sup> Mars au 30 Avril 2024
11	Soumettre le rapport final à l'UNICEF	Le rapport final est soumis à l'UNICEF		

En général, le consultant peut être amené à travailler sur d'autres sujets liés à l'ESU

#### 10. Lignes de supervision

Le Consultant national travaillera sous la supervision du chef de la section Education de l'UNICEF ou de tout superviseur désigné.

### 11. Livrables

Le consultant devra soumettre aux superviseurs :

- Une mise à jour bihebdomadaire sur ses activités pour discuter des progrès liés à ces TdR ;
- Un rapport d'activité mensuel
- Une ébauche d'un rapport final sur toutes ses activités au moins 15 jours avant la fin du contrat pour permettre les retours et les discussions.
- Un rapport final sur toutes ses activités prenant en compte tous les retours 2 semaines après la fin de la consultation avec un rapport de synthèse présenté au format PPT & les données relatives à l'ESU sous format Excel.

Tous les livrables doivent être présentés aux superviseurs sur support électronique.

### 12. Gestion et organisation

- Le consultant de l'ESU sera déployé dans le pays et y restera sur toute la durée de la consultance qui est de 11,5 mois. Le consultant travaillera également en étroite collaboration avec les équipes du programme pays (Education, Wash, Santé, C4D, protection de l'enfance de l'UNICEF) le ST-ESU).
- Le consultant ESU sera tenu de rendre compte toutes les deux semaines de l'avancement des activités soutenues, à son superviseur (Education et ST-ESU), le Comité de Pilotage et à l'équipe éducation. Les rapports mensuels sur l'état d'avancement des activités seront soumis par voie électronique.
- Le consultant ESU devra également soumettre un rapport électronique à son superviseur, à l'équipe ST-ESU et au Comité de Pilotage, de toutes les activités spéciales, y compris :
  - Formations
  - Enquêtes
  - Réunions de coordination au niveau des régions et provinces du pays.

### 13. Qualifications et connaissances/expérience spécialisées requises

Le Consultant National doit remplir les critères ci-dessous :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire de 2ème Cycle au moins, en sciences de l'Education, ou autres disciplines affiliées ;
- Bonne maîtrise du S&E et de la gestion de l'information dans le domaine de l'ESU ;
- Bonne connaissance du contexte politique, social et économique de la sous-région ouest-africaine et du Burkina Faso.
- Bonne connaissance du système éducatif du Burkina Faso ;
- Avoir une expérience d'au moins 10 ans dans le secteur de l'éducation ;
- Avoir une expérience dans l'appui à l'élaboration des documents stratégiques de l'ESU (cadre stratégiques, plans de réponse humanitaire), disposer d'une connaissance approfondie de la réponse nationale aux besoins d'ESU (y compris la coordination humanitaire / approche Cluster et) ;
- Avoir une bonne expérience en analyse des problèmes éducatifs, en planification basée sur les résultats et en budgétisation,
- Avoir une expérience en matière de renforcement des capacités pour la mobilisation des ressources est un atout.
- Avoir une bonne maîtrise du français (écrit et oral) et avoir de bonnes capacités de synthèse et de rédaction.
- Avoir de bonnes capacités de travail en équipe ;
- Être en mesure de respecter les délais
- La connaissance de l'anglais est un atout.
- Des compétences en informatique, y compris la navigation sur Internet et diverses applications bureautiques, des compétences en gestion des connaissances et en plate-forme électronique de gestion des connaissances de l'UNICEF sont un atout.

### 14. Dossier de candidature

- Une pièce d'identification en cours de validité (CNIB ou Passeport) .....Critère Eliminateur
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) émis sur papier à entête d'une banque agréée par la BCEAO, et reconnue par le Système des Nations Unies.....Critère Eliminateur

#### L'offre technique

- Une lettre de motivation expliquant pourquoi il serait le candidat le plus apte pour cette consultation ;
- Un Curriculum vitae (CV) détaillé avec les références de trois personnes (derniers superviseurs) pouvant attester les qualités professionnelles et morales du candidat ;
- Une copie certifiée du diplôme universitaire de 2ème Cycle au moins, en sciences de l'Education, ou autres disciplines affiliées,
- Une copie des certificats et/ ou attestations de travail prouvant les expériences de travail passées et actuelles relatives à la mission ;

- Une note méthodologique dans laquelle les soumissionnaires démontreront leur compréhension des termes de référence (TDR) en décrivant la méthode et les actions qu'ils mettront en œuvre pour mener à bien les missions qui leur seront assignées dans le cadre de cette consultation en veillant à la qualité des livrables et au respect des délais
- **L'offre Financière**
  - La proposition financière comprenant les honoraires du/de la consultant (e).
  - Les offres incomplètes (manquant l'un des points ci-dessus mentionnés) ne seront pas prises en considération

## 15. Critères d'évaluation

L'évaluation des candidatures va être faite en 4 étapes :

### ▪ Critères d'évaluation administrative :

1. Un document d'identification comportant la photographie du candidat (CNIB ou Passeport) ..... Eliminateur
2. Une copie légalisée du diplôme ..... Eliminateur
3. Une copie du Relevé d'Identité Bancaire (RIB) datant de moins de 2 mois fournie sur papier entête émis par une banque agréée et reconnue par Système des Nations Unies, indiquant clairement les noms et prénoms du bénéficiaire, le numéro de compte et les informations requises pour effectuer un paiement local ..... Eliminateur

### ▪ Critères de l'évaluation technique

Les critères de notation des offres techniques sont résumés comme suit :

Critères d'évaluation de l'offre	Note maximale (Pts)
Avoir un Diplôme universitaire de 2ème Cycle au moins, en sciences de l'Education, ou autres disciplines affiliées,	Critère éliminateur
Qualité de la note méthodologique	35
Expérience en pilotage de l'Education en situation d'Urgence en s'appuyant sur des analyses normées et des données harmonisées.	15
Expérience en matière de renforcement des capacités pour la mobilisation des ressources.	10
Expérience dans l'élaboration des documents et des rapports d'appui à l'élaboration des documents stratégiques de l'ESU (cadre stratégiques, plans de réponse humanitaire), disposer d'une connaissance approfondie de la réponse nationale aux besoins d'ESU (y compris la coordination humanitaire / approche Cluster)	15
Expérience en renforcement de capacités des acteurs et partenaires	15
Connaissance du contexte du Burkina Faso	10
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

### ▪ Évaluation financière :

Seront ouvertes les seules offres financières des candidats ayant obtenu **au moins 70 points/100** à l'évaluation technique. Si nous désignons l'offre financière la moins disante par A, les autres offres financières seront évaluées comme suit :

Offre financière A divisée par offre financière du soumissionnaire considéré et le résultat obtenu est multiplié par 30. Soit, l'offre financière la moins disante X 30 / offre financière du soumissionnaire.

### ▪ Évaluation finale :

L'évaluation finale combinera les deux évaluations précédentes à raison d'une pondération de 70% pour l'évaluation technique et de 30% pour l'évaluation financière.

Sera retenu à l'évaluation finale, le postulant ayant obtenu la meilleure note de l'évaluation finale.

## 16. Coût et budget

Le consultant soumettra une offre financière pour ses honoraires, sa communication (téléphone, Internet) pour cette mission.

Le Consultant sera rémunéré au taux convenu entre lui et le Bureau de l'UNICEF conformément à son offre financière.

Le consultant recevra un paiement mensuel suite à l'accomplissement et à la certification des livrables conformément au calendrier de paiement convenu entre le consultant et son superviseur.

## 17. Conditions de travail

Le /la consultant/e sera basé à Ouagadougou avec des missions sur le terrain. La logistique pour les missions de terrain sera assurée par l'UNICEF. L'espace sera mis à disposition par le ST-ESU. Le/la Consultant/e devra disposer de son propre ordinateur. Les appels téléphoniques personnels seront à la charge du/de la Consultant/e.

Durant la période du contrat, le/la consultant/e sera assujéti/e aux dispositions en vigueur à l'UNICEF relatives à la sécurité, au respect des règles, normes et procédures régissant le personnel des Nations Unies et l'UNICEF en particulier et aussi celles relatives à la Covid-19.

Le/la consultant (e) utilisera ses propres moyens de travail et de communication (ordinateur, connexion internet etc.).

En postulant pour cette consultance, les candidats sont conscients qu'ils peuvent être amenés à travailler dans des zones difficiles où les conditions de sécurité peuvent se détériorer à tout moment pour des raisons indépendantes de la volonté de l'UNICEF.

Les personnes engagées dans le cadre d'un contrat de consultant ou d'un contrat individuel ne seront pas considérés comme des " membres du personnel " au sens du Statut et du Règlement du personnel des Nations Unies et des politiques et procédures de l'UNICEF et n'auront pas droit aux avantages qui y sont prévus (tels que les droits à congé et la couverture d'assurance médicale). Leurs conditions de service seront régies par leur contrat et les Conditions générales des contrats de services des consultants et des contractants individuels. Les consultants et les contractants individuels sont responsables de la détermination de leurs obligations fiscales et du paiement de tout impôt et/ou taxe, conformément aux lois locales ou autres lois applicables.

Le candidat sélectionné est seul responsable de la validité du visa (le cas échéant) et de l'assurance maladie nécessaires à l'exécution des tâches prévues par le contrat, et ce pour toute la durée du contrat. Les candidats sélectionnés sont soumis à la confirmation d'une vaccination complète contre le SRAS-CoV-2 (Covid-19) avec un vaccin approuvé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui doit être satisfaite avant l'entrée en fonction. Elle ne s'applique pas aux consultants qui travailleront à distance et ne sont pas censés travailler ou visiter les locaux de l'UNICEF, les lieux d'exécution des programmes ou interagir directement avec les communautés avec lesquelles l'UNICEF travaille, ni voyager pour exercer des fonctions pour l'UNICEF pendant la durée de leur contrat de consultant.

L'UNICEF propose des aménagements raisonnables pour les consultants handicapés. Il peut s'agir, par exemple, de logiciels accessibles, d'une aide au voyage pour les missions ou d'accompagnateurs personnels. Nous vous encourageons à divulguer votre handicap lors de votre candidature au cas où vous auriez besoin d'aménagements raisonnables pendant le processus de sélection et par la suite dans votre mission.

#### 18. Voyage prévu

- Voyage à l'intérieur du pays pour des visites prospectives.
- Recours de l'UNICEF en cas de performance insatisfaisante
- Le paiement ne sera effectué que pour les travaux achevés de manière satisfaisante et acceptés par l'UNICEF.

#### 19. Durée de la consultance : 11 mois

#### 20. Date de début souhaitée de la consultance : 1<sup>er</sup> Juin 2023

#### 21. Formalités administratives

Le/la consultant/e devra fournir avant signature du contrat les documents suivants :

- 1 formulaire « Health Statement » dûment rempli et visé ;
- 1 formulaire « Good Standing » dûment rempli et visé ;
- 1 formulaire de désignation des bénéficiaires pour l'assurance MAIP ;
- 1 preuve d'assurance maladie pour la période de la consultation ;
- 1 formulaire « Vendor » dûment rempli et signé ;
- 1 copie du certificat de formation en ligne « Bsafe » ;
- 1 copie du certificat de formation en ligne « Ethics and Integrity at UNICEF » ;
- 1 copie du certificat de formation en ligne « Prevention of Sexual Harassment and Abuse of Authority » ;
- 1 copie du certificat de formation en ligne « Prevention of Sexual Exploitation and Abuse ».
- 1 autorisation de son employeur l'autorisant à effectuer cette consultance s'il est fonctionnaire du Gouvernement Burkinabè

<b>Demandé par :</b> Dabla TOURE, Spécialiste d'Education en Situation d'Urgence	Signature :	Date:
Approuvé par : Emilie ROY, Chief Education	Signature	Date
<b>Revue par :</b> Kader Diarra,	Signature :	Date:

Spécialiste RH		
<b>Validé par</b> : James Mugaju, Représentant Adjoint Programmes	Signature :	Date:
<b>Approuvé par</b> : Sandra Lattouf, Représentante	Signature :	Date: